Pour une école vraiment démocratique
60 000 postes de plus ne suffiront pas[1]

« Si les moyens supplémentaires consistent a continuer ce qui ne fonctionne pas, ils seront inutiles et un nouveau prétexte à désespérer de l'école. Ces 60 000 postes seront une chance pour l'école que s'il sont associés â une volonté de réforme forte et lisible »

François Dubet

Sociologue, professeur à l'université Bordeaux-II et directeur d'études à l'EHESS, auteur de nombreux ouvrages, notamment sur l'école.

Nicolas Sarkozy ferait un cadeau empoisonné à la gauche et aux syndicats enseignants s'ils pensaient qu'il suffirait de remettre des moyens pour que tout reparte « comme avant ».
C'est une illusion. En effet, si les moyens consistent à continuer en plus grand ce qui ne fonctionne déjà pas, ils seront inutiles et un nouveau prétexte à désespérer de l'école.
L'école française présente deux caractéristiques : les inégalités scolaires y sont beaucoup plus fortes que ce que supposerait l'amplitude des seules inégalités sociales ; le climat scolaire et la confiance dans l'école y sont moins positifs que dans bien d'autres pays plus libéraux ou plus sociaux-démocrates que le nôtre.

A quoi sert-il de mettre des. moyens supplémentaires s'ils servent d'abord à alimenter la machine à détecter et à orienter les élèves « à problèmes » devant lesquels renonce la pédagogie « normale » ? A quoi sert-il de mettre des moyens supplémentaires s'ils ne réduisent pas le déséquilibre des ressources allouées au cycle primaire et au lycée, et si les ruptures pédagogiques entre la petite école et le collège ne sont pas atténuées? A quoi sert-il de mettre des moyens si les enseignants ne sont pas formés à leur métier?

Lés désormais fameux 60 000 postes ne seront une chance pour l'école que s'ils sont associés à une volonté de réforme suffisamment forte et lisible.
Plusieurs priorités s'imposent, à commencer par le chantier de la formation professionnelle des enseignants, car si les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) ont déçu, leur liquidation n'a rien arrangé.
Dans un souci de justice et d'efficacité, nous devons aussi arbitrer en faveur de l'école élémentaire et du collège, et surtout de leur rapprochement progressif autour de la conception d'une école commune à tous les jeunes français.

Notre souci de l'égalité des chances d'accéder aux formations les plus prestigieuses ne devrait nous faire perdre de vue qu'une école juste est d'abord une école qui forme bien tous ceux qui n'accéderont pas aux élites.

Durant plus de trente ans, l'école française s'est massifiée sans se démocratiser et sans accepter réellement ce que la massification exigeait. Aujourd'hui tant dans le public que dans le privé, la concurrence dévient la règle et, si nous n'y prenons pas garde, l'école républicaine ne sera bientôt plus qu'un mot et un décor.
Qui croira qu'un collège de banlieue populaire et que la section européenne d'un collège de centre-ville appartiennent à la même école?

---

[1] Le Monde, 2 novembre 2011